

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Juin-Juillet 2007 : n° 48

Editorial

Le verdict du peuple

Le peuple français s'est prononcé, en toute clarté, en élisant M. Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. Entre des personnalités et des projets différents, il a tranché souverainement.

Aux yeux de ceux qui avaient soutenu la candidature de M. Sarkozy, cette élection a manifesté à la fois la nécessité de tourner la page des principats de M. Chirac, l'urgence d'imprimer à la France un nouvel élan pour faire face aux défis du monde en se gardant de la tentation récurrente de l'immobilisme, et une volonté affirmée de situer les réformes nécessaires dans le cadre de la Ve République. En face de ces options majeures, les autres «grandes» candidatures avaient avancé des propositions souvent séduisantes mais qui étaient restées prisonnières des mythes d'une incertaine «démocratie participative» et d'une introuvable VIe République, sans éviter la menace d'un retour au parlementarisme absolu, qui aurait fait faire au pays un grand bond en arrière.

Mais plutôt que de revenir sur des épisodes aujourd'hui dépassés, je voudrais insister sur un motif de satisfaction qui devrait être commun à tous.

Ce sentiment est simple mais touche à l'essentiel.

C'est que la participation massive des électeurs aux scrutins des 22 avril et 6 mai a valu approbation sans appel par le peuple de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, malgré toutes les contestations dont, récemment encore, elle avait fait l'objet. En réalité, ces scrutins ont représenté un véritable référendum pour nos institutions, notamment en ce qui en constitue la clé de voûte depuis 1962 : la faculté reconnue à l'ensemble des citoyens de choisir eux-mêmes celui, ou celle, qui présidera aux destinées du pays dans les années à venir.

L'Histoire va très vite en ce moment.

Mais au delà des péripéties politiques de l'heure, nous pouvons saluer avec joie ce qui vient de se passer : la vision qu'avait eue de Gaulle, il y a 45 ans, pour achever d'enraciner son pouvoir a été validée, avec plus de force que jamais, par le seul maître qui vaille en démocratie, le seul détenteur de la pleine légitimité du pouvoir, le peuple, notre peuple.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“ *C'est en un temps où il lui fallait se réformer ou se briser que notre peuple,
pour la première fois, recourut à la République.*

Général de Gaulle, 4 septembre 1958

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Le 29 mai 1966, le général de Gaulle présida les cérémonies organisées à Douaumont à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun. Après avoir rappelé les «défaillances condamnables» que devait connaître le maréchal Pétain en raison de «l'usure de l'âge», le Général s'attacha à dégager toutes les leçons que comportait un tel événement. Et notamment la réconciliation franco-allemande, esquissée par lui en 1945, confirmée solennellement en 1963.

«L'une se rapporte à nous-mêmes. Sur ce champ de bataille, il fut démontré qu'en dépit de l'inconstance et de la dispersion qui nous sont trop souvent naturelles, le fait est, qu'en nous soumettant aux lois de la cohésion, nous sommes capables d'une ténacité et d'une solidarité magnifiques et exemplaires. En demeurent les symboles, comme ils en furent les artisans au milieu du plus grand drame possible, tous nos soldats «couchés dessus le sol à la face de Dieu» et dont les restes sont enterrés sur cette pente en rangs de tombes pareilles, ou confondus dans cet ossuaire fraternel [...]

Une autre leçon qu'enseigne Verdun s'adresse aux deux peuples dont les armées y furent si chèrement et si courageusement aux prises. Sans oublier que leurs vertus militaires y atteignirent ici les sommets, Français et Allemands peuvent conclure des événements de la bataille, comme

de ceux qui l'avaient précédée et de ceux qui l'ont suivie, qu'en fin de compte les fruits de leurs combats ne sont rien que des douleurs. Dans une Europe qui doit se réunir tout entière après d'affreux déchirements, se réorganiser en foyer capital de la civilisation, redevenir le guide principal d'un monde tourné vers le progrès, ces deux grands pays voisins, faits pour se compléter l'un l'autre, voient maintenant s'ouvrir devant eux la carrière de l'action commune, fermée depuis qu'à Verdun même, il y a 1123 ans, se divisa l'Empire de Charlemagne. Cette coopération directe et privilégiée, la France l'a voulue, non sans mérite mais délibérément, quand, en 1963, elle concluait avec l'Allemagne un traité plein de promesses. Elle y est prête encore aujourd'hui.

La troisième leçon concerne nos rapports avec tous les peuples de la terre. Notre pays, ayant fait ce qu'il a fait, souffert ce qu'il a souffert, sacrifié ce qu'il a sacrifié, ici comme partout et comme toujours, pour la liberté du monde, a droit à la confiance des autres. S'il l'a montré hier en combattant, il le prouve aujourd'hui en agissant au milieu de l'univers, non point pour prendre ou dominer, mais au contraire pour aider, où que ce soit, à l'équilibre, au progrès et à la paix. C'est ainsi que le souvenir de Verdun est lié directement à nos efforts d'à présent. Puissent en être affermies la foi de tous les Français et l'espérance de tous les hommes en l'éternelle vocation de la France !»

Discours et Messages

Edition Plon, tome V, p. 38-39

POINT DE VUE

Point de vue

Les péripéties de la campagne présidentielle ont largement oblitéré les enjeux mondiaux de la crise actuelle. Ce sont ces enjeux qu'avait voulu rappeler Alain Griélen, économiste et chef d'entreprise, dans

un ouvrage bref mais percutant (*Menace sur l'humanité*, L'Harmattan, 2006). Nous en donnons ici la conclusion.

«Pour cela, il faut que les Français aveuglés par le brouillard très dense de la propagande ultra-libérale puissent prendre conscience des réalités

du genre de société vers laquelle on les entraîne. C'est l'objet des efforts d'information qui ont été faits notamment par ATTAC et c'est aussi celui du présent ouvrage. Cette information ne doit pas consister en des explications techniques réservées à des experts. Elle doit permettre à chacun de comprendre les éléments objectifs de la situation et d'en tirer les repères pour agir.

A partir de là, il faut que les citoyens se lèvent pour reconquérir la Démocratie, pour rebâtir cette «Cathédrale qui conditionne notre survie». Il faut qu'ils deviennent les vainqueurs qu'évoquait Saint-Exupéry quand il a écrit : «Ceux qui portent dans leur cœur une cathédrale à bâtir sont déjà des vainqueurs, ceux qui ne cherchent qu'une place de chaisière dans une cathédrale déjà bâtie (et en ruine !) ne seront jamais que de vaincus».

Car s'ils s'attendent à ce que les élus manifestent une réelle volonté politique et civique dans cette direction, ils risquent d'être déçus à gauche comme à droite.

Il y a des hommes et des femmes dans tous les milieux et à tous les échelons qui souhaitent pouvoir agir avec rigueur et application en pleine responsabilité. Ils ont de la fermeté, de la constance, du caractère.

Ils ont une claire conscience de ce que doivent être les vertus républicaines, en particulier le désintéressement personnel, l'honnêteté du dévouement à l'intérêt général [...]

Ils considèrent que la France, face aux grands défis politiques, économiques, démographiques, écologiques, doit renouer avec sa vocation traditionnelle à l'universalité et entraîner l'Europe à jouer un rôle dans le monde.

Il faut que ces gens-là se lèvent et s'unissent pour promouvoir une politique qui ne consiste pas simplement à empêcher les citoyens de s'occuper de ce qui les regarde, comme c'est le cas actuellement. Ils doivent mettre en œuvre les moyens de procurer à l'ensemble de la société humaine une vie dégagée des contraintes matérielles excessives, lui permettant par là même de consacrer du temps à son développement culturel et spirituel, et par conséquent de devenir plus épanouie et plus heureuse.

L'humanité en a les moyens, apportés par le développement des sciences et des technologies. Il lui faut maintenant s'unir pour en exprimer la volonté, trouver en son sein des hommes et des femmes dignes de ce nom pour traduire cette volonté sur le terrain de l'action».

DIALOGUES

Dialogues

1 *Que pensez-vous de la politique d'ouverture pratiquée par l'Exécutif ?*

La Lettre d'Argos : Nous la considérons comme positive.

D'abord, sur le plan des principes. Les tâches que les pouvoirs publics ont à affronter sont aujourd'hui d'une ampleur telle qu'un vaste rassemblement des Français nous semble indispensable pour les mener à bien. C'est ce qu'a toujours voulu faire le général de Gaulle, même s'il n'a cessé de se heurter à des sectarismes tenaces. C'est d'ailleurs ce qu'avait pressenti M. Bayrou, en attirant ainsi nombre de voix d'électeurs de bonne volonté : mais il eut le tort de proposer cette démarche sur des bases hasardeuses, alors qu'une ouverture authentique ne saurait se faire que dans la clarté, en fonction des résultats d'une consultation au suffrage universel.

On peut toutefois se poser la question : le pouvoir actuel a-t-il eu raison de fonder l'essentiel de cette ouverture sur des ralliements individuels de personnalités venues du centre et surtout de la gauche, qui ont pu ainsi bénéficier d'importantes promotions dans l'Etat ? Pour notre part, nous en prenons acte, en constatant que ces personnalités ont toutes affirmé adhérer aux objectifs du Président. Et nous n'oublions pas pour autant l'ampleur encore inégalée qu'avait eue la «récompense» accordée à M. Chirac par M. Giscard d'Estaing en 1974, pour le remercier d'avoir fait éclater le mouvement gaulliste et provoqué l'échec de Jacques Chaban-Delmas aux élections présidentielles !

Ajoutons que la gauche, qui avait été incapable de procéder en 1988 à une ouverture significative, n'a pas eu raison de s'offusquer des

fréquentes références de M. Sarkozy, au cours du débat électoral, aux valeurs et aux hommes qui l'ont elle-même illustrée. Pourquoi en contester systématiquement la sincérité ? Il est dommage que M. Hollande ait ignoré le vœu que formulait André Malraux, en 1948, devant les jeunes gaullistes : prolonger, dans le pays et dans les cités, les avenues Jean-Jaurès par des boulevards Leclerc... En donnant toujours la priorité à l'affirmation de la continuité nationale.

2 *Pouvez-vous porter, dès maintenant, un jugement sur la politique étrangère du nouveau pouvoir?*

La Lettre d'Argos : Il est évidemment trop tôt pour le faire, même si, au cours de sa campagne, le Président de la République a déjà marqué quelques grandes lignes de la future action de son gouvernement. Nous nous contenterons, pour le moment, de souhaiter qu'au-delà des urgences incontournables de la construction européenne – sur laquelle nous reviendrons longuement après

le sommet des 21 et 22 juin –, du Moyen-Orient et des relations avec la Russie, la diplomatie française porte aussi son attention sur les problèmes du Maghreb et de l'Afrique.

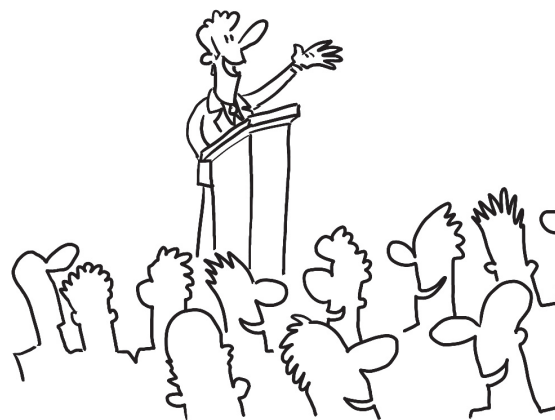
Pour les premiers, le projet de Communauté méditerranéenne offre assurément une base de réflexion qui devrait être féconde. Quant aux seconds, si nous nous réjouissons des voyages et des premières initiatives du ministre des Affaires étrangères, nous ne voudrions pas que les dénonciations à répétition (parfois justifiées) des abus passés de la «Françafrique» conduisent à l'abandon de ce continent aux généraux américains et aux entrepreneurs chinois.

Dans tous les cas, ce n'est pas faire preuve d'un «nationalisme» coupable, que de rappeler, à temps et à contretemps, les liens historiques ineffaçables qui continuent à unir beaucoup de ces pays à la France, mais aussi les opportunités économiques, sociales et humaines qui s'offrent encore aux uns et aux autres ■

Colloque

Nous sommes heureux d'informer nos amis, qui ont été nombreux à s'intéresser et même à participer au colloque de Bordeaux consacré en mai 2006 à Jacques Chaban-Delmas, que ses Actes seront disponibles à l'automne.

Ce sont les Presses Universitaires de France qui les éditeront. Il sera aisé à chacun d'y souscrire.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Juin-Juillet 2007, n° 6758